



REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité – Fraternité

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

N° DLM2018-13 - Séance du 26 février 2018

ACTES

4. Fonction publique

4.4 Autres catégories de personnels

Nombre des membres		
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes
28	21	24

Vote	
Pour	
Contre	
A l'unanimité	X

L'an 2018, le 26 février à 19 heures, le conseil municipal de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Jean Jaurès, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Mairet, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par écrit aux membres du conseil municipal le 20 février 2018. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés à la porte de la mairie le 20 février 2018.

Présents : Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice BASSO, Sandrine GAUTIER, Christophe KASZUBA, Séverine MONIN, Carole CONTENSEAU, David RIBEIRO, Régine SUAY, Philippe MARTY, Aline DESTAILLATS, Damien CORDEAU, Patricia VANGREVELYNGHE, François RODENAS, Elisabeth MAZOLLIER, Mélissa JODAR, Mickaël MARTINEZ, Ludovic DUCAMP, Jean-Luc DE LA CLERGERIE, Stéphane VIDAL, Anna ROMARA, Yves MICHEL

Absents :

Thierry PERRIER, Sylvain FOUREL, Morgan SIMAR, Fabien PEETERS

Absents représentés :

Alain SOULIER (pouvoir à Philippe MARTY), Olivier DURIX (pouvoir à Jean-Luc MEISSONNIER), Marie-Thérèse AMALVY (pouvoir à Régine SUAY)

Secrétaire de séance : Ludovic DUCAMP

N° DLM2018-13 – RESSOURCES HUMAINES – CRÉATION D'UNE ACTIVITÉ ACCESSOIRE

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,
Vu le décret n°2017-105 du 27 janvier 2017 relatif à l'exercice d'activités privées par des agents publics et certains agents contractuels de droit privé ayant cessé leurs fonctions, aux cumuls d'activités et à la commission de déontologie de la fonction publique,

Monsieur Philippe MARTY, Conseiller municipal délégué au budget explique que considérant l'évolution du contexte financier et fiscal des collectivités territoriales (baisse des dotations, transferts de compétences, encadrement de l'évolution des dépenses de fonctionnement, suppression de la taxe d'habitation), la ville fait appel aux services d'un cabinet d'expertise en finances locales.

La personne en charge du dossier de la Ville est désormais agent titulaire de la fonction publique territoriale mais il peut continuer à exercer cette mission par le biais d'une activité accessoire qu'il convient de créer par délibération.

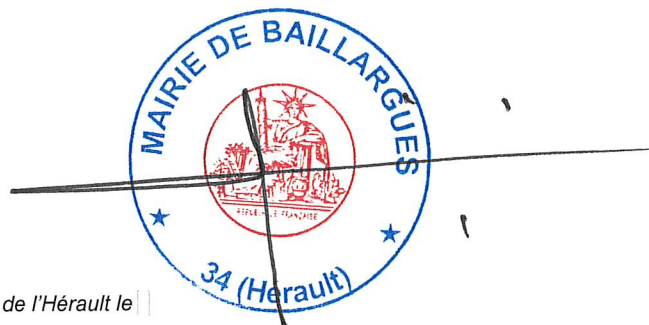
Il est donc proposé au Conseil Municipal de créer une activité accessoire pour la réalisation d'une analyse et d'une prospective financière représentant un temps de travail maximal annuel de 60 heures. Celle-ci serait créée pour une durée d'un an reconductible moyennant une rémunération horaire de 60 € bruts.

Le Conseil Municipal ouï l'exposé de Monsieur Philippe MARTY et après en avoir délibéré à l'unanimité,

- **DECIDE** de procéder à la création d'une activité accessoire, pour une durée d'un an reconductible, pour la réalisation d'une analyse et d'une prospective financière représentant un temps de travail maximal annuel de 60 heures.
- **DECIDE** de rémunérer l'intervenant sur la base de 60€ bruts.
- **PRECISE** que les crédits nécessaires à cette rémunération seront inscrits au budget aux chapitres et articles prévus à cet effet.
- **AUTORISE** le Maire ou toute personne habilitée par lui d'accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution des présentes.

Pour extrait conforme,
Le 27 février 2018

Le Maire,
Jean-Luc MEISSONNIER



Acte rendu exécutoire compte tenu :

- de sa réception en Préfecture de l'Hérault le
- de sa publication le

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER.